

Y a-t-il un chemin pour une social-écologie ?

(In rapport d'orientation 2017)

Pour une République écologique / Rapport d'orientation 2017 / Conseil des membres du 17-10-2017

Un projet politique pourrait être promu. Quel en est le nom ?

- Ecologie radicalement social-démocrate ? Intéressante mais datée (du nom d'une ancienne sensibilité du parti des Verts passée au NPA et dont la plupart sont aujourd'hui dans la nature ou à la FA)

- Eco-anarchie ? Supportée actuellement par une ancienne députée écolo défaite lors des dernières législatives, qui entend « placer l'anarchie comme modèle politique », entendue chez elle non comme la promotion du désordre, mais au contraire de « l'ordre » ... « sans le pouvoir » (sic !) - Ecologie sociale ? Théorisée dans les années 60 par l'américain anarchiste Murray Bookchin, rappelons que c'est une théorie d'écologie politique « radicale » basée sur « le communalisme » qui s'oppose au système capitaliste actuel de production et de consommation. Elle vise la mise en place d'une société morale, décentralisée, solidaire, guidée par la raison. Cette dénomination vient d'être faite sienne par la fraction gauche-pompe d'EELV. Les mêmes qui ont appelé à voter JLM à la Présidentielle, qui viennent de se soumettre formellement à la FI par le truchement d'une coopérative politique Ecologie sociale et des Ecologistes Insoumis. Elle présente certes l'avantage de l'analogie avec la république sociale de Jaurès, qui nous inspire ici, mais aussi le désagrément en sens inverse de donner à penser que l'on gommerait la dimension République du PRé.

- Eco-socialisme ? Préempté par la FI, même si partagé par quelqu'un de différent (mais assez seul) comme le socialiste solitaire Gaétan Gorce. Par ailleurs, si l'on croit en la nécessité de « dépasser » le socialisme, la social-démocratie, le vocable n'est pas forcément ce qu'il y a de plus dynamique aujourd'hui aux yeux des français.

- Ecologie populaire ? Déjà usitée et usée par le PCF et une ancienne sensibilité d'EELV (qui regroupait des ex du PC, des anciens socialistes, etc., tombée semble-t-il depuis en désuétude. Sans compter que l'adjectivation à tous crins de l'écologie politique montre bien les limites de ce qui fut présenté autrefois comme un nouveau paradigme politique qui, aujourd'hui, à la faveur des dernières élections, a surtout caractérisé des années de calcul, de postures et de renoncements.

- Ecologie républicaine ? Le PRé l'a de temps à autre utilisée, mais cette dénomination sonne sans doute trop pompeux, et en dit surtout finalement moins qu'elle n'affiche.

- Social-écologie ? Ce projet politique est à l'étude du PRé depuis sa création en 2010 et dans la tête de certains d'entre nous depuis le milieu des années 90. Il présente l'avantage d'être quasi libre de droits idéologiques et disponible, d'autant plus que le PS a raté l'opportunité qui s'offrait à lui de se « dépasser » par elle.

- Quoi d'autre ?

Pour le PRé, la question est celle-ci : l'émergence d'une social-écologie résolument européenne et humaniste dans ses convictions, pourrait-elle prendre le relais et avoir sa place dans la séquence politique inédite qui vient de s'ouvrir ? Permettant de dépasser et l'écologie politique dans une impasse et la social-démocratie en déshérence ? On sent bien qu'il existe une sensibilité propulsive qui ne demande qu'à s'exprimer, tout en s'adaptant à la nouvelle donne créée par LaREM et sa position centrale sur l'échiquier politique. Une sensibilité qui ferait écho dans le même temps aux aspirations nouvelles de citoyens qui ne veulent plus se contenter de rester interdits entre deux scrutins, qui ressentent encore confusément la nécessité d'un mode de production et de consommation différents, économe en ressources naturelles, moins gourmand en énergie et en matières premières, valorisant une agriculture durable de qualité, soucieux de la question des biotechnologies, de la chimie du végétal, du stockage de l'électricité, prenant en compte la révolution numérique et ses conséquences ; promouvant l'émergence d'un modèle de développement viable qui soit juste et soutenable pour la société et pour nos territoires, un modèle d'économie verte qui réduise les inégalités, préserve et conserve les ressources naturelles, afin de confronter les conséquences d'un système mondialisé au contexte de l'urgence écologique ; revendiquant la conciliation de la préservation et la gestion des ressources naturelles avec le développement local.

Qui mieux qu'une social-écologie pourrait se soucier de réhabiliter la notion d'usage et de droits d'usage, de résister contre la tentation d'une « nouvelle enclosure du monde », d'une appropriation privée tous azimuts de biens qui passaient jusqu'à il n'y a pas si longtemps pour inappropriables, comme l'air, l'eau, le vivant, etc. ? Soucieuse de mettre au cœur de ses préoccupations toutes les dimensions du développement durable qui ne concernent pas forcément que le reste du monde : lutte contre la pauvreté, la santé et l'hygiène, l'éducation, l'égalité entre les sexes, le travail décent et une certaine croissance économique, des énergies propres accessibles au plus grand nombre, la lutte contre le changement climatique, les villes et bassins de vie durables, la protection de la biodiversité terrestre et marine, la paix et la justice, etc. Autant de cibles figurant dans les Objectifs de développement durables (ODD). Soucieuse aussi de contribuer modestement à ce que la société et ses représentants comprennent bien l'importance de la sollicitude, l'urgence qu'il y a qu'il y a à prendre soin des uns et des autres, comme de l'environnement, à prendre attention à cette vie humaine ordinaire qui est la nôtre. Car promouvoir une éthique du souci de l'autre, du soin mutuel, du soin des uns des autres, du care (8), permet ainsi de veiller au fonctionnement, à l'entretien du monde, en nous conduisant vers ce qui se trouve juste sous nos yeux mais que nous ne voyons souvent pas, par manque d'attention ou d'intérêt. Dans cette optique, le PRé pourrait continuer à s'intéresser à la mise en place d'un ensemble d'outils incitatifs (ou dissuasifs) pour orienter les investissements, la production, la consommation, etc. Comme à faire valoir que la question climatique ou la question des énergies renouvelables ne doit pas occulter les autres urgences environnementales (notamment l'effondrement de la biodiversité) que nous devons relier avec l'habitabilité de la terre par les Hommes eux-mêmes. Quand on veut bien écouter les scientifiques parler des conséquences de la « sixième extinction », c'est presque plus terrifiant que le changement climatique...

Toutes ces raisons militent en faveur de la promotion de l'idée d'une social-écologie capable d'affranchir le débat parlementaire sur ces sujets, capable de contribuer à animer le débat politique dans le pays, capable de faire de la pédagogie, de la veille, de pousser à la vigilance, de pousser à l'évaluation des décisions publiques et du rythme de leur mise en œuvre, de pousser au train si nécessaire. Surtout qu'une fois de plus rien n'est définitivement acquis. En réalité,

notre objet reste le même qu'en 2010 : promouvoir une social-écologie opérative et lutter contre tout retour intempestif d'un écolo-scepticisme ou d'un écolo-fatalisme. Les enjeux n'ont pas changé : comment faire en sorte que la transition écologique soit mise au cœur du projet de société par les citoyens eux-mêmes ? « Comment faire en sorte de ne pas donner le sentiment de faire subir aux populations une quatrième peine avec une transition écologique qui serait vécue comme une punition ? Alors qu'ils subissent déjà la triple peine avec la peine économique (chômage, précarisation...), politique (inégalité, protection amoindrie...) et morale (le sentiment de désaffiliation, voire d'humiliation). Comment aussi protéger notre pays de ce grand risque qui a pointé son nez ces dernières années : celui de la résignation aux inégalités, à la misère sociale, au durcissement des conditions de vie et de travail notamment des plus pauvres d'entre nous ? » (Rapport d'orientation du PRé 2016). Les français s'ils veulent bien être confiants, restent inquiets et impatients. Ils ont découvert, effarés, l'an dernier, que l'Allemagne, la première économie de la zone Euro, a des pauvres, et de plus en plus (12,5 millions vivaient sous le seuil de pauvreté). Il n'est certes pas interdit d'espérer avec la nouvelle ère politique qui s'est ouverte, que la fin de cette espèce de légitimation de cette réalité par les contraintes extérieures, la mondialisation, les lois du marché qui font qu'on ne pourrait plus rien faire, cesse : refrain hélas bien connu mais dont rien ne nous dit qu'il ne revienne pas un jour ou l'autre. Souvenons-nous, le temps n'a pas semblé loin pendant la campagne électorale où les chômeurs ont failli être déclarés responsables de leur situation.

La méthode, plus que le projet, plus difficilement saisissable jusqu'à l'été dernier, proposée par le nouveau Pt de la République, semble vouloir faire mentir cette espèce de fatalité. Pragmatique plutôt que dogmatique. Faire ce que j'ai dit ou annoncé. Adeptes des circuits courts en termes d'organisation et de décisions, tout en respectant les institutions et le rythme nécessaire à l'expression démocratique. Mais rejetant toute procrastination. Ce qui est sûr, c'est que les Français, à commencer par les moins favorisés d'entre eux et les classes moyennes, surtout dans les grandes agglomérations et les périphéries urbaines, en ont assez, ils aspirent à être de plain-pied dans leur vie, à ne plus « remettre l'existence à plus tard » selon la formule de Baudelaire, reprise par André Gorz dans sa (magnifique) Lettre à D. Devons-nous ajouter, sachant qu'il a été démontré que les inégalités de revenu et de pouvoir jouent un rôle non négligeable dans la question environnementale, l'excès de richesse comme l'extrême pauvreté (par le simple fait que les habitants des pays les plus pauvres sont beaucoup plus dépendants des écosystèmes naturels) étant souvent à coroller avec les dégradations écologiques, que ça devient un enjeu social et écologique primordial ? Un enjeu qui nécessite d'être porté politiquement. Pour lutter contre ces dégradations environnementales et faire face aux catastrophes écologiques, donc sociales (très peu « naturelles »), en France comme dans le reste du monde, la démocratie se révèle en effet comme le moyen le plus actif. Elle est le régime idoine d'un développement durable, à la condition qu'elle soit égalitaire, c'est-à-dire qu'elle contrevienne à la corruption politique engendrée par les inégalités économiques. C'est pourquoi, il ne suffit plus de penser le lien entre écologie et question sociale, mais de le traduire politiquement pour qu'il soit le plus largement partagé, car le court-termisme symptomatique de nos sociétés tendant à en faire d'irréductibles contraires continue à prévaloir. C'est maintenant que l'Etat, les acteurs économiques et sociaux doivent agir de concert, et si possible en lien avec l'Europe. La social-écologie pourrait porter un formidable message d'espoir : nos sociétés seront plus justes si elles sont plus durables et elles seront plus durables si elles sont plus justes.

Le projet social-écologiste permettrait surtout de gouverner la transition écologique en renouvelant la démocratie, en visant l'efficacité et la justice sociale. Un substrat républicain le renforcerait. Car on sait bien qu'il ne suffit pas de caractériser fortement la République pour que sa fonctionnalité soit éclatante. C'est là tout le défi d'une « nouvelle » écologie soucieuse de la République : redonner de l'espérance, recréer de l'esprit démocratique et réhabiliter l'idéal, développer le caractère délibératif de notre démocratie. Une approche républicaine de l'écologie pourrait être d'opposer un principe républicain de responsabilité envers la nature, fondé sur une loi générale contraignante en matière de protection du patrimoine naturel et paysager, humain et « non-humain », à un droit libéral de l'environnement fondé sur la casuistique et la proportionnalité entre mesures de protection et coûts économiques. Un substrat républicain donnerait également à voir la réalité du pouvoir en permettant aux citoyens de s'en approcher au plus près en leur donnant les moyens de ne pas s'en laisser compter par les idées générales. En considérant dans le même temps une Europe qui ne dessine plus d'avenir et s'est muée ces dernières années en théâtre du renoncement des dirigeants politiques et de désorientations des peuples. Et une France encore minée par un confusionnisme politique (que n'aura pas suffi à effacer la seule élection d'Emmanuel Macron) et par un néo-conservatisme qui a effectué ces dix dernières années un Hold up d'ampleur sur le patrimoine sémantique de la gauche : « critique », « critique du néolibéralisme », « critique de la finance et des banques », « critique de la mondialisation », « peuple », « République », « justice sociale », « laïcité », « écologie », jusqu'à « démocratie » et « décroissance ». Tout en frappant d'indignité les mots « Etat », « égalité », « solidarité ». Le fait est que peu à gauche en ont semblé conscients ou ont accepté de le voir, et particulièrement du côté de l'ultra gauche ou encore dans cette « gauche de la gauche » qui semble toujours croire avoir la main en matière de critique sociale, alors qu'elle continue de la perdre de puis 2012 au profit du « politiquement incorrect » et d'un révolutionnarisme néoconservateur.

Un autre enjeu tient en la nécessaire défense des libertés individuelles. Il n'est que de voir combien les tensions entre les géants de l'Internet et les Etats, en passant par la commission européenne, révèlent, sans doute comme il y a longtemps, que la protection du secret des consciences est aujourd'hui très menacée. Chaque partie arguant qu'elle agit bien sûr dans le souci des libertés individuelles, mais on voit bien que ce n'est souvent qu'un argument de pure façade. La révolution induite par la circulation des données de communication et la numérisation de nos vies privées ont largement entamé l'intégrité de l'espace privé. Un phénomène aggravé par l'Internet qui peut produire le meilleur comme le pire. Les traces laissées par chacune de nos connections électroniques, l'utilisation des réseaux sociaux, sont autant de portes béantes vers nos univers personnels. Et encouragé par tous les candidats à la servitude volontaire qui, associant l'Internet et la Liberté ou considérant qu'ils n'ont « rien à cacher », favorisent de manière inouïe l'accès des GAFAs, pour des raisons commerciales, et des Etats, pour des raisons de sécurité, à nos pensées, à nos envies, à nos désirs. C'est une atteinte à l'irréductibilité des êtres. C'est la porte ouverte, si ce n'est au façonnage, du moins à tous les contrôles des consciences, à la standardisation des idées et des comportements. La neutralité de l'Internet est une vue de l'esprit. Le Big data est une gigantesque caverne d'Ali Baba dont la valeur dépasse celle de toutes les autres richesses du monde. Les GAFAs sont les premières capitalisations boursières mondiales et le Big Data est devenu le cœur du pouvoir et de la sécurité des Etats. Ceci résonne particulièrement au moment où les études et l'analyse des résultats électoraux semblent nous dire que la « tentation totalitaire » pointerait son nez comme jamais aux Etats-Unis comme en Europe. Y compris en France où une demande d'autorité s'est

confirmée lors des dernières élections. La question pour le PRé est de savoir comment assurer la coexistence d'une conscience individuelle et collective. Car le paradoxe est là qui nous amène à constater que les réseaux sociaux et la révolution des modes de communication attestent et de l'avancée de cette conscience individuelle et d'un recul d'une conscience collective, qui s'exprime, dans le meilleur des cas, au travers de « plates-formes collaboratives » et de « l'interactivité », plutôt que sous les forme d'un projet politique commun. C'est que l'individu est en train de devenir un média à lui tout seul, entremêlant vie privée et vie publique. En même temps qu'il devient, sans vraiment le réaliser, un « produit » en contrepartie de la gratuité d'accès et d'usage qui lui est ménagée. Au fond, sur cette question, l'enjeu pour le PRé est de contribuer à réhabiliter la conscience collective et le débat public qui restent des armes essentielles de protection des consciences contre toute emprise. Car peut-il y avoir de démocratie sans engagement de tous ? La marchandisation du monde et le chiffrage de nos vies met les hommes et les femmes en équivalence, les rends remplaçables comme individus. L'enjeu n'a jamais été plus qu'aujourd'hui que dans la nécessité de faire vivre, mieux qu'il n'a été fait depuis 15 ans, la République et son caractère « indivisible, laïque, démocratique et sociale ». En promouvant l'humanisme et l'optimisme qui font la grandeur de notre régime.

De ce point de vue, le pendant de la mutation du PRé en un think & do tank serait d'assumer, pas plus ouvertement, mais plus explicitement que nous ne l'avons fait jusqu'à maintenant, la promotion du dessein, du projet politique sur lequel nous travaillons depuis 2010. Un projet social-écologiste pourrait aider à la rénovation de la représentation d'un monde commun à composer. Il pourrait aider à maîtriser ce double impératif d'appui sur une base sociale et de dépassement de l'horizon partisan. Ce projet passera-t-il par l'émergence d'un courant politique social-écologiste ? Transpartisan ? Ou par sa préemption par la majorité actuelle ? Après tout, il ne faut pas exclure que LaREM, en plein mécano conceptuel, choisisse de l'intégrer pour en faire en tout ou partie son identité ou son propre dessein de demain...

Ce projet politique peut intéresser aussi bien les héritiers de la première gauche que ceux de la deuxième gauche qui seraient revenus du social-libéralisme ou que les héritiers des solidaristes et tous les autres citoyens qui souhaiteraient inventer une nouvelle voie, auraient la volonté de tirer les conséquences du pourquoi les promesses des Lumières, la paix universelle, l'égalité, l'émancipation, ont globalement échoué. Tout comme celles de la modernité. Sans pour autant se résoudre au monde actuel, régi trop exclusivement par le calcul et l'intérêt économique ou en se morfondant dans le deuil, mais en considérant que l'Homme peut toujours construire son destin pour peu qu'il cesse de croire à de faux dieux ou qu'il cesse de se laisser tenter par l'illusion autocratique.

L'autre enjeu d'une offre nouvelle d'un projet politique articulé sur la transition écologique est d'opportunité diplomatique : en matière de Transition écologique et énergétique, l'occasion est donnée à la France, depuis le retrait des Etats-Unis des Accords de Paris, « d'assumer le leadership d'un Pacte mondial pour l'environnement ». Dan Esty, professeur à Yale, ancien conseiller Environnement et Economie verte de Barak Obama, membre du Conseil scientifique du PRé, a développé devant nous cet été tout un plaidoyer dans ce sens. Il n'est pas exclu que le nouveau Pt puisse être celui qui, grâce à une volonté qui ne se contenterait pas de s'afficher, grâce aussi à un concours de circonstances politiques et à un pas de deux significatif avec la-le Chancelière, pourrait faire revenir l'Europe dans l'Histoire. Le pragmatisme est ici de mise plus qu'ailleurs. Pourquoi ne pas reprendre, avec ceux des vingt-huit membres qui le souhaiteraient réellement, le projet européen à la base et relancer l'Europe aujourd'hui en friche ? Il est plus

que temps d'initier « une transformation de l'Europe autour d'une vision partagée » et créer les voies d'une adhésion démocratique. La question posée aux européens est celle-ci : veulent-ils mener à bien ce grand projet politique qu'est la Transition énergétique ? Sont-ils prêts à faire émerger des emplois et des gisements d'activités considérables, comme celui, énorme, de la rénovation thermique des bâtiments, la mobilité verte, l'aménagement du territoire, l'adaptation de notre industrie et de notre agriculture ? Et plus encore : sont-ils prêts, sommes-nous prêts à aller chercher du sens ? A transmettre un « modèle de société soutenable à la génération suivante ? Plusieurs chantiers sont à mener que nous avons déjà avancés qui permettrait de relancer l'économie, tels celui d'un « Green new Deal » qui permettrait de relever les défis de la COP 21. Egalement ceux de la Défense et de la sécurité et de la modernisation industrielle.

En remettant les peuples au centre du projet, en ouvrant l'Europe sur le monde, mais en arrêtant de faire de l'Europe un openspace ouvert à tous les vents de la concurrence au nom de la soi-disante liberté du consommateur et de la compétitivité. Surtout quand elle menace en réalité notre agriculture, nos services publics et les politiques publiques favorables à la santé et à l'environnement. Sans réciprocité réelle qui plus est avec ses partenaires. L'Europe ne peut pas être le pays de OUI-OUI. Elle ne peut pas accepter davantage de devenir une zone d'écoulement des « substituts de fromage sans lait » sous l'appellation fallacieuse de Mozarella, de Cheddar, de Gruyère et autre Picodons !

Il n'est pas davantage exclu qu'Emmanuel Macron reprenne aussi à son compte l'idée de listes transnationales aux élections européennes qui permettrait à l'envie d'Europe de se déployer. Si l'idée de telles listes est restée longtemps une chimère, rien ne dit que le moment inédit que semble traverser également l'Europe ne l'amène à changer d'avis et à l'autoriser. Certes, il est loin d'être acquis que la commission des affaires constitutionnelles appuie une telle démarche, mais par les temps qui courent, tout peut arriver, le pire comme le mieux ou le meilleur. Si par aventure, l'assemblée plénière donnait son assentiment, tandis que les capitales européennes donnaient leur feu vert, alors tout serait possible pour permettre à l'Europe de se revivifier en se rapprochant des citoyens. Le départ prévisible des 73 députés eurodéputés britanniques pourrait occasionner un appel d'air et favoriser une telle mutation.

Sur la scène internationale, au plan de nos relations diplomatiques, il n'est pas davantage exclu que le Pt étonne son monde en revenant sur le virage globalement néoconservateur amorcé depuis 2007, en agissant pour redonner à la France sa position singulière et se défaire de la doctrine « occidentaliste », « béhachélokouchnériste », pour reprendre des expressions de deux anciens ministres des Affaires étrangères (l'un de droite, l'autre de gauche), devenue obsolète et nous ayant conduit à nombre de maladresses. Pourquoi lui serait-il inenvisageable de sortir la France de la fêrue de Washington et de retrouver son rôle traditionnel de « bâtisseur de ponts », de redevenir une force de propositions, que ce soit par exemple à vis-à-vis de la Russie, de l'Iran ou même plus près de nous de l'Algérie ?

Mais il ne suffira pas au Pt Macron et à sa majorité d'être hégémonique et transgressif pour avancer, pour dépasser le système politique actuel, et redonner durablement confiance aux françaises et aux français, tout en suscitant une envie d'Europe.

Ajoutons que si l'idée élyséenne est de créer en France un grand parti démocrate et progressiste qui aille au-delà d'En Marche !, LaREM aura besoin d'éléments et d'alliés singuliers. Quoi qu'il en soit, il y aurait quelque avantage à ne pas se contenter d'une LaREM majoritaire qui n'a nul besoin d'être trop hégémonique. Laquelle pour l'instant n'a pas vraiment d'assise

idéologique, ni de logique militante, repose sur une agrégation de bonnes volontés, de gens qui veulent apporter quelque chose à leur pays. LaREM ultra majoritaire n'a d'autre solution que de se la forger en marchant si elle veut voir loin. Car d'autres échéances sont à venir et l'histoire politique ne s'arrêtera pas à 2022. L'hypothèse est d'autant plus envisageable que nous ne sachions pas qu'Emmanuel Macron soit dans la même disposition d'esprit que Jacques Chirac en 2002, lorsque ce dernier s'est contenté de demander gentiment à tout le monde de rentrer chez lui après avoir massivement voté pour lui. De surcroît, des alliances excluant l'extrême droite et l'extrême gauche anti-européennes pourraient être à terme nécessaires, qui pourraient parler à une bonne partie de l'électorat à l'approche des échéances de 2022.

C'est un fait, les nouveaux députés sont majoritairement, du fait du renouvellement, du rajeunissement, de l'avancée en parité sans précédent, des « novices ». Cela n'est pas pour autant rédhibitoire. La plupart des nouveaux élus ne sont pas « sans expérience » comme on a pu l'entendre et le lire ici et là. Surtout du côté de ceux qui ont tout fait pour résister à la non-rééligibilité des élus, refusant de voir que ce n'est pas tant d'un hyperprésidentialisme dont a souffert la France ces dernières années, mais d'un fossé grandissant entre la « classe politique » et le peuple, dû essentiellement à la professionnalisation de la politique, c'est-à-dire dû à la tendance des politiques à se constituer en caste hermétique qui monopolise tous les pouvoirs et tout accès à ceux-là. On comprend mieux pourquoi l'élection du nouveau Pt de la République qui marque (provisoirement ou durablement, ce sera à voir) la fin de l'entre-soi politique et celle des réformes conçues pour perpétuer l'accaparement du pouvoir des partis constitués, a fait autant de mécontents dans cette même classe politique ! Et nous ne sachons pas par ailleurs que les assemblées qui ont fait avancer la France, en 1789, en 1848, en 1964 n'étaient pareillement composées de « novices » !

L'élection présidentielle de 2017 aura constitué un moment quasiment « révolutionnaire » dans la phase conquête du pouvoir, où les attentes contradictoires de la société ont été saisies et transformées comme jamais, ringardisant au passage les partis politiques traditionnels, avec comme conséquences un chamboulement inouï du paysage politique, un éclatement du bipartisme à la française, une dislocation des partis politiques traditionnels. Emmanuel Macron a fait le choix de proposer le projet de ce qu'il a appelé une « société ouverte », tournant le dos aux œillères de gauche et de droite, promouvant un optimisme des initiatives, de l'entreprenariat, donnant le sentiment de comprendre le besoin de protections de la société tout en s'engageant à la faire sortir de la peur devant l'évolution générale et les menaces du monde. Assorti de la promesse que l'exercice du pouvoir lui-même sera innovant. Ce qui est bien sûr une autre paire de manche. Sans compter que l'exécution est souvent moins aisée à mettre en œuvre que l'annonce des objectifs... Il n'est pas douteux que ce moment a mis en scène l'intelligence, la séduction d'un Emmanuel Macron qui est apparu d'abord comme un Ovni, qui a fini par séduire par cette figure d'Auguste (Octavianus Augustus) qu'il nous a renvoyé (notamment dans son approche des dossiers européens et internationaux) plus que par celle de Jupiter dont on nous rebat les oreilles à longueur d'éditos. Jouant en effet avec dextérité sur la mise en tension. Bien sûr, en premier lieu, en jouant sur la tension entre droite et gauche.

Ne dépassant pas forcément le clivage droite-gauche dans la durée, mais le remisant pour le moins le temps du quinquennat, le temps de mettre en route les réformes qu'il juge nécessaires au pays et de traiter équitablement, nous dit-il, tous les français avec le souci de l'efficacité en ne faisant pas semblant mais les menant à terme. De ce point de vue, l'idée que l'Etat doive intervenir afin de « libérer les énergies », mais sans laisser personne au bord du chemin, si elle devait prospérer, pourrait faire d'E Macron un héritier du Saint Simonisme. Mais aussi en

second lieu, en jouant sur la tension liberté d'entreprendre / protection des salariés, etc. Cherchant à penser à la fois l'un et l'autre. A sortir des débats binaires et des approches manichéistes. Son désormais fameux « et de droite et de gauche », comme son « et en même temps », entrent en résonance avec le « ou bien ou bien » de ce penseur de la disjonction qu'est l'auteur du Prince disséquant toute situation ainsi. Loin de célébrer l'immoralisme et le cynisme en politique de la légende, il nous rappelle que c'est aussi une réflexion sur la complexité de la morale dans les affaires politiques, confrontée à l'historicité des choses du monde, qui est proposée par Machiavel. Et qui garde toute son actualité. Plus près de nous, la référence affichée à Paul Ricœur, ce penseur de la confiance, ce philosophe de l'action, qui a toujours cherché à articuler les contraires (Philosophie et théologie, mémoire et Histoire, etc.) fait tout aussi sens pour saisir le nouveau président.

Du Proudhon chez Macron ?

Quitte à peut-être étonner, il y a de ce point de vue aussi du Proudhon chez Macron. « L'équilibration des contraires » (9) ne fut-elle pas déjà chère au socialiste libertaire Pierre-Joseph Proudhon ? Elle sera sans doute plus utile dans les mois qui viennent que la seule logique de « l'harmonie », de « la synthèse » ou de « l'unité » qu'on a tant privilégiée par le passé, à défaut de comprendre et de vouloir. Ce parti pris pourrait conduire à un «partage du sensible», envisageant, le cas échéant, sans l'exclure a priori, un affrontement sur les manières de voir et d'organiser le réel, tout en sachant gérer les convergences quand elles existent ou sont à construire. Car contrairement à l'entendement commun, c'est aussi cela la démocratie : savoir gérer les dissensus. Après tout, nul besoin d'avoir lu Machiavel et ses Discours sur la première Décade de Tite-Live, pour se souvenir que selon les Anciens, la République est fondée sur la discorde, l'agencement pacifique - parce qu'équilibré - de la mésentente. Nos derniers Gvts l'ont trop oublié. Nous savons pourtant que les « bonnes » lois ne naissent pas obligatoirement de législateurs vertueux ou visionnaires, mais également du bon usage des conflits et des humeurs des uns et des autres, oppositions politiques comprises. On oublie trop souvent que la sagesse des Anciens est d'avoir organisé le conflit, orchestré le dissensus. On peut parier que le Président Macron sache s'en inspirer pour veiller à une meilleure santé du corps social, c'est-à-dire à l'équilibre de ses aspirations, de ses humeurs et de ses fureurs, sans nier aucun de ses troubles. Si la politique est aussi une scène où deviennent visibles des choses qu'autrement on ne verrait pas, alors le sort inégal par exemple qui est fait aux uns et aux autres sous couvert d'égalité, ne peut laisser indifférents. Certains pensent que l'égalité est un but à atteindre, au sens d'un statut économique ou d'un mode de vie semblable pour tous. Pour nous, elle est une présupposition même de la politique. La démocratie est le pouvoir de n'importe qui. Ce n'est pas l'idée que le pouvoir doit travailler pour le bien du plus grand nombre mais celle que le plus grand nombre a vocation à s'occuper des affaires communes. L'égalité fondamentale concerne d'abord la capacité de n'importe qui à discuter des affaires de la communauté et à les mettre en œuvre. Ce n'est pas idéaliste que de dire cela, c'est juste faire montre du souci de la justice comme moteur de toute action. Il est évident que de ce point de vue, l'introduction d'une dose de proportionnelle pourrait aider grandement à ce partage du sensible.

L'Economie Sociale et Solidaire, entre autres, peut participer à la réinvention d'un cadre émancipateur pour le XXI^{ème} siècle. Elle a les facultés pour pleinement y participer et avoir valeur d'exemple, créatrice d'espaces communs, pragmatique et radicale (dans son acception première prendre les problèmes à la racine), participant positivement à une équilibration des contraires. Elle peut apprendre aux autres composantes de la galaxie social-écologiste

européenne : en particulier sur le plan expérimental. Elle peut aussi apprendre des autres composantes : sur les effets de son institutionnalisation dans le capitalisme, par exemple. Et puis, comme les autres, elle a à réinventer au plan pratique et théorique. Pour se lancer dans cette aventure passionnante et aléatoire, elle doit se débarrasser de préjugés issus de l'histoire, tels que les oppositions routinisées entre réformes et révolution sociale ou pragmatisme et utopie, au profit d'une mise en tension et d'un dialogue entre les deux. Car nous ne sommes pas obligés de sacrifier les urgences du court terme aux moyens et longs termes d'une transformation sociale plus « radicale » au nom d'une religion de « l'avenir meilleur » ; ni sacrifier le plan du moyen et du long terme en étant engloutis dans la religion de l'immédiat propre à ce que l'historien François Hartog (11), spécialiste de la Grèce antique, appelle « le présentisme » contemporain (« un nouveau régime d'historicité » qui stipule qu'il n'y a plus que le présent), qui nous fait perdre nos repères dans le passé comme dans l'avenir. Cet enjeu est facilité par une demande de nouvelles formes contractuelles, de nouveaux modes relationnels, une organisation du travail qui permette la participation de chacun à la prise de décision dans son travail au quotidien, à la possibilité de l'influencer. Une demande d'autonomie en quelque sorte.

La tâche n'est pas facile, car il convient de ne pas se laisser complètement absorber par l'immédiat et/ou par l'institutionnalisation. Non pas pour préserver une illusoire pureté, mais pour des raisons pragmatiques, afin d'être utiles à tous les acteurs dans le cadre d'une équilibration des contraires bien comprise. Il est grand temps surtout d'aller du fait à l'idée, en se méfiant des solutions miracles et des avis tranchés qui ne s'embarrassent ni d'histoire ni de géographie. En se départissant de la surestimation de nos valeurs et de nos sentiments souvent grosse de déconvenues surtout dans les relations internationales. Il nous revient d'éviter de retomber dans les préjugés éculés qui ont encore court : la dénonciation par certains de « la trahison » des idéaux émancipateurs par l'institutionnalisation et la dénonciation par d'autres d'un « purisme » sans conséquences sur le réel. Il faut souhaiter qu'on en finisse avec les procès mortifères en sorcellerie : qui est de gauche, qui ne l'est pas, qui est écologiste, qui est socialiste, qui est de droite, qui est libéral, etc. N'a-t-on pas à inventer justement un nouveau type de relations que peut permettre ce quinquennat comme aucun autre avant lui depuis 2002, sortant tant des ornières passées que des non-relations qui ont pu se stabiliser au cours du temps ? Il devient nécessaire de recoudre, interfacer, reconnecter. Faire d'un semis de luttes tribalisées ou de dissidences ghettoïsées un seul archipel. Fabriquer de l'hybride, du transversal, contrer le mitage par le maillage. Rehausser la fraternité au bon niveau. Insuffler du nous dans le on, et mettre du notre dans le ce (notre pays au lieu du détestable « ce pays »). En tous les cas, ce projet politique, nous persistons à le vouloir également porteur d'émancipation individuelle et collective. Le PRé continuera à intégrer des questionnements écologistes dans ses discussions critiques tels que l'éthique de la responsabilité écologique du philosophe Hans Jonas, la philosophie politique de la nature du sociologue Bruno Latour, la sociologie du risque d'Ulrich Beck, ou encore le pragmatisme d'un John Dewey, etc.

Rouvrir les Possibles

Si la fin des partis politiques dédiés exclusivement à l'écologie semble écrite en France, il n'en reste pas moins que la bataille culturelle pour une écologie progressiste (on aurait dit avant : « de gauche »), c'est-à-dire de notre point de vue pour un projet social-écologiste, est encore devant nous. Le PRé serait fondé à aider à établir une relation opérative entre les divers mouvements de la société civile et la politique institutionnalisée qui reste sinon à faire, du moins

à consolider. On ne peut ignorer que tout un pan de l'écologie se déploie sous forme d'expériences, d'expérimentations locales ou de transformation personnelle. Mais si ces mouvements ponctuels ne s'articulent pas à la politique au niveau national et international, s'ils n'emportent pas la conviction de la majorité et échouent à générer une législation incitatrice, voire contraignante, ils risquent de rester des contre-expériences sans débouchés et d'apparaître comme excluant une grande partie de la population. Le philosophe Serge Audier en a parfaitement esquissé l'enjeu : produire un autre récit qui montre que, logiquement et historiquement, les luttes pour la liberté et l'égalité se sont articulées à des luttes pour défendre la «nature». Il rappelle dans son dernier ouvrage que des mouvements émancipateurs ont investi avec cohérence, très tôt, ces enjeux, aussi bien parmi des socialistes, des anarchistes que des libéraux républicains éclairés. Il nous rappelle qu'Alfred Russel Wallace, un savant proche de Darwin, de conviction socialiste, est l'un des premiers grands penseurs de la destruction de la planète par une logique capitaliste. Avant lui, un pionnier du socialisme, notre Charles Fourier, formule dès les années 1820 l'idée que le capitalisme industriel ravage le globe, que la déforestation a un effet catastrophique sur les sols et le climat. D'où le projet de Fourier et de ses disciples d'une reforestation de la Terre, d'un rapport esthétique à la nature, d'une relation de soin et de valorisation. Sans compter cette tendance qualifiée « d'humanitaire et romantique » par Serge Audier, représentée par George Sand ou Marie d'Agoult, militante républicaine des années 1830-1840.

Il ne tient qu'aux acteurs politiques et sociaux de bonne volonté de retrouver dans ces fragments de pré-écologie progressiste, sociale et féministe, de quoi nourrir encore aujourd'hui une ambition universaliste, à mille lieux de la critique réactionnaire de la modernité. La ville «verte» qu'il nous revient de promouvoir avec d'autres peut être le lieu même d'une vie démocratique renouvelée. Ne réfutant pas d'emblée les progrès de la science ou la conquête du bien-être universel, mais les inscrivant dans la connaissance et le respect de la nature, donc de l'Homme. Il nous incombe de démontrer qu'un dessein social-écologiste serait aussi le meilleur rempart pour éviter toute nouvelle dérive d'une écologie vers une simple rêverie primitiviste, pire, une pure régression sociale. Il nous revient de continuer à faire valoir qu'il existe une autre voie, qui peut emprunter à des traditions passées ou oubliées (qui ne se résument pas à une vision romantique de l'écologie), mais qui peut aussi s'inventer en marchant, une autre voie que celle qui voudrait pousser la société à s'en remettre au biopouvoir, l'organicisme et l'archaïsme nostalgique...

La transition écologiste ne peut pas ne pas prendre en compte la révolution technologique en cours, elle doit ambitionner aussi de réveiller les vieux désirs d'émancipation de l'Homme qu'on croyait d'un temps dépassé, qui permettent à chacun d'accéder aux ressources et aux opportunités nécessaires pour s'épanouir. Qui mieux que la social-écologie pourrait aider à promouvoir des outils pour une société plus juste à l'heure où les circuits du travail se complexifient, où l'on peut perdre jusqu'à sa santé, à l'heure d'ajustements mondiaux de l'économie qui semblent inévitables, qui nécessitent d'être encadrés, régulés ? Qui mieux qu'elle pourrait aider à renouveler l'idée d'une société réellement plus solidaire, plus coopérative qui aille au-delà de la simple économie collaborative, en connectant les personnes, les organisations et les idées autour de l'équité, mais aussi de l'ouverture et de la confiance ?

L'enjeu principal de l'idée social-écologiste consisterait ni plus ni moins en la (ré) invention d'un cadre émancipateur renouvelé pour le XXI^e siècle. Ce n'est qu'une possibilité historique à notre portée : il n'y a là rien d'inéluctable. Pour qui est attaché à la pensée critique comme au

PRé, la première des tâches est d'être capable de poser un diagnostic. Or, on voit bien combien depuis près de 15 ans, les responsables politiques comme également beaucoup d'entre nous les citoyens, ce travail de base s'est heurté à cette tendance de se mentir à soi-même, sur nombre de sujets, qui relèvent de la sphère publique comme de la sphère privée, de notre vision de la France, du monde, comme de nous-mêmes, comme si on voulait avant tout éviter de tirer les conséquences de constats trop perturbants. Peut-être que le moment que nous vivons va nous aider à sortir de notre impuissance politique ? Car c'est bien de cela dont il s'est agi toutes ces dernières années. Peut-être allons-nous enfin sortir des modes d'actions routinisés, sur le mode autoritaire quand il s'agit de l'Etat, comme sur le mode protestataire, quand il s'agit des acteurs sociaux, qui ont fini par perdre de leur efficacité tant ils sont attendus, pour en expérimenter de nouveaux ? Dans un monde de numérisation générale s'inscrivant nous dit-on dans une logique libertarienne, en réalité d'accaparement qui a permis à des multinationales de se livrer à un holdup up mondial, faisant, sous couvert de gratuité, chacun de nous un pauvre consommateur quand ce n'est pas un produit dont on va jusqu'à revendre les données personnelles, il serait bon de retrouver le sens du mot rébellion.